



Révolution numérique : une révolution sans révolte

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS

Le présent numéro est principalement consacré à la révolution numérique. Le terme « révolution » évoque des soulèvements populaires contre le pouvoir en place. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que les plus fervents partisans de la révolution numérique sont les multinationales qui investissent lourdement dans les nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle. Cela donne matière à réfléchir. Est-il progressiste aujourd'hui de critiquer la révolution numérique ? Cela dépend. Je suis convaincue que les technologies numériques nous ont beaucoup apporté et qu'elles ont encore beaucoup à offrir, mais nous devons veiller à ce qu'elles servent les intérêts de nos citoyens. Au vu de la situation politique et économique actuelle, rien n'est gagné, mais c'est un combat que nous devrions mener.

Prenons un exemple. J'utilise Internet depuis une trentaine d'années. Je me souviens encore du jour où j'ai créé ma première boîte e-mail, de cette découverte et de la richesse anarchique du web dans les années 1990. Mais quand je me connecte aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Je ne visite que quelques sites et je communique à l'aide des médias sociaux, qui, au fond, sont des entreprises publicitaires. Ils savent où je trouve, ils contrôlent ce que je vois et influencent mon comportement, à des fins purement commerciales. Je ne peux dès lors que constater qu'en l'absence d'intervention démocratique, l'approche communautaire ascendante des années 1990 s'est perdue au profit des grands intérêts commerciaux.

La situation n'est déjà pas brillante. Mais qu'arrivera-t-il si nous continuons ainsi avec la prochaine vague de technologies numériques ? Les volumes colossaux de données qui seront collectées par les appareils de l'« Internet des objets », leur stockage dans le « cloud », puis leur analyse à l'aide d'applications du « big data » représentent un arsenal

technologique bien plus puissant que l'« Internet » que nous connaissons aujourd'hui. Si nous laissons les intérêts commerciaux dominer ce nouvel espace comme nous l'avons fait avec le web actuel, je risque de me retrouver avec un réfrigérateur intelligent qui décidera à ma place ce que je dois acheter, et auprès de quelle enseigne. Heureusement, l'infrastructure de l'Internet de demain n'est pas encore totalement en place. Nous devons réfléchir sérieusement à ce que nous voulons pour ce nouvel environnement, et travailler ensemble à sa construction.

Nous devons adopter une approche similaire pour l'avenir du travail. Ici aussi, la pensée dominante est que les citoyens devraient s'adapter à la technologie et non l'inverse. Il est évident que nous devons aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour utiliser les nouvelles technologies à leur avantage. Mais il est tout simplement faux de penser que la précarité croissante d'une grande partie des travailleurs est une conséquence inévitable de la technologie, et non le résultat d'un manque de volonté politique. C'est pourquoi je suis fière que les forces progressistes travaillent à l'élaboration d'une nouvelle loi pour des conditions de travail transparentes et prévisibles, qui permettra d'améliorer le sort des travailleurs au sein de la « gig economy » (l'économie des petits boulots) et au-delà. Un changement est possible.

Au cours de l'histoire, les révolutions ont été gagnées par ceux qui étaient les mieux organisés. Je ne vois pas pourquoi les choses seraient différentes avec la révolution numérique. Alors, organisons-nous ! Utilisons nos institutions démocratiques pour prendre le contrôle de notre avenir, façonnons et utilisons la technologie de sorte qu'elle serve nos citoyens et la société.